

Convention collective de travail du 25 octobre 1999 relative aux modalités d'application de la durée du travail, du travail de nuit, du dimanche et des jours fériés

CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1

Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les organisations qui ressortissent de la compétence de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel n°329 à l'exception des travailleurs dont le lieu de travail est situé hors de Belgique et des travailleurs désignés par le Roi comme investis d'un poste de direction ou de confiance.

ARTICLE 2

Par travailleurs, on entend les employés et les ouvriers, masculins et féminins.

ARTICLE 3

Cette convention collective de travail a notamment pour but de fixer les modalités d'application de l'Arrêté royal du 16 juin 1999 relatif à la durée du travail et à l'occupation de travailleurs la nuit, les dimanche et les jours fériés dans le secteur socioculturel.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, les parties recommandent aux employeurs de veiller à ce que l'organisation du travail permette d'éviter au maximum le recours aux cadres dérogatoires décrits dans l'Arrêté royal.

CHAPITRE 2 : DURÉE DU TRAVAIL

ARTICLE 4

Pour l'application de la présente convention collective de travail, la durée hebdomadaire normale de travail, fixée à 38 heures en moyenne par la convention collective de travail du 31 mars 1999, est calculée sur base de la période de référence prévue à l'article 3 § 1 de l'Arrêté royal du 16 juin 1999.

ARTICLE 5

Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 3 de l'Arrêté royal du 16 juin 1999 s'appliquent aux travailleurs décrits à l'article 2 de cet Arrêté royal et **notamment** aux travailleurs affectés aux activités suivantes, pour autant que leur employeur ressortisse de la compétence de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel n° 329 :

- activités des centres culturels
- activités des radios et télévisions;
- production audiovisuelle liée à l'éducation permanente;
- encadrement de et prestations dans le cadre de championnats, tournois, journées sportives et de promotion sportive;
- organisation de spectacles et d'événements et régie de ces manifestations;
- encadrement de et prestations dans le cadre de stages et camps résidentiels ou non, pour enfants, jeunes et adultes et dans les centres de jeunes;
- encadrement de et prestations dans le cadre d'accompagnements, d'animations et de formations pour enfants, jeunes et adultes, réunions, festivals, expositions, manifestations publiques, opérations de récolte de fonds, campagnes, colloques et séminaires résidentiels ou non;
- animation, accueil et encadrement des personnes dans le sous-secteur du tourisme non commercial et dans les centres d'hébergement de jeunes;
- tâches liées au prêt mobile et à l'informatique des médiathèques, bibliothèques et ludothèques;

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. ENREGISTR.

03 -11- 1999 | 13 -12- 2000

55.991 / 60/329

- accueil, surveillance, encadrement, nettoyage, entretien et contrôle de la sécurité dans les établissements et centres sportifs.

CHAPITRE 3 : TRAVAIL DE NUIT

ARTICLE 6

Les dispositions de l'article 4 de l'Arrêté royal du 16 juin 1999 s'appliquent aux travailleurs décrits à l'article 2de cet Arrêté royal et notamment aux activités des travailleurs suivants, pour autant que leur employeur ressortisse de la compétence de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel n° 323 :

- le personnel des centres culturels,
- les personnels des radios et télévisions non commerciales,
- les personnels des établissements et centres sportifs,
- les personnels affectés à l'organisation et à l'encadrement d'activités socioculturelles résidentielles ou d'encadrement de jeunes ou dans les centres de jeunes,
- G les personnels affectés aux tâches suivantes
 - organisation de spectacles et régie de spectacle;
 - organisation de et prestations dans le cadre de d'animations et de formations pour enfants, jeunes et adultes, réunions, festivals, expositions, manifestations publiques exceptionnelles;
 - animation, accueil et encadrement des personnes dans le sous-secteur du tourisme non commercial et dans les centres d'hébergement de jeunes;
 - tâches liées au prêt et à l'informatique des médiathèques, bibliothèques et ludothèques.

CHAPITRE 4 : TRAVAIL DU DIMANCHE ET DES JOURS FÉRIÉS

ARTICLE 7

Les dispositions de l'article 5 de l'Arrêté royal du 16 juin 1999 s'appliquent aux travailleurs décrits à l'article 2de cet Arrêté royal et notamment aux travailleurs affectés aux activités suivantes, pour autant que leur employeur ressortisse de la compétence de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel n° 323 :

- activités des centres culturels
- activités des radios et télévisions;
- production audiovisuelle liée à l'éducation permanente;
- encadrement de et prestations dans le cadre de championnats, tournois, journées sportives et de promotion sportive;
- organisation de spectacles et d'événements et régie de ces manifestations;
- encadrement de et prestations dans le cadre de stages et camps résidentiels ou non, pour enfants, jeunes et adultes et dans les centres de jeunes;
- encadrement de et prestations dans le cadre d'accompagnements, d'animations et de formations pour enfants, jeunes et adultes, réunions, festivals, expositions, manifestations publiques, opérations de récolte de fonds, campagnes, colloques et séminaires résidentiels ou non;
- animation, accueil et encadrement des personnes dans le sous-secteur du tourisme non commercial et dans les centres d'hébergement de jeunes;
- tâches liées au prêt mobile et à l'informatique des médiathèques, bibliothèques et ludothèques;
- accueil, surveillance, encadrement, nettoyage, entretien et contrôle de la sécurité dans les établissements et centres sportifs.

ARTICLE 8

§ 1. Le nombre de dimanches prestes par un travailleur au cours de l'année civile ne peut dépasser 10.

§ 2. Toutefois, ce nombre de dimanches peut être porté à 13 dans les "verenigingen voor volksontwikkeling" reconnues en vertu du décret de la Communauté flamande du 19 avril 1995.

§ 3 Ce nombre de dimanches peut être porté à 26 pour les activités et les sous-secteurs suivants :

- la formation des cadres et les "vorminginstellingen";
- les centres culturels;
- les activités liées à la production et à la diffusion de l'actualité dans les radios et TV non commerciales;
- les centres et clubs sportifs;
- les organisations de tourisme non commercial qui accueillent habituellement du public le dimanche;
- les centres et maisons de jeunes et les organisations de jeunesse qui accueillent habituellement du public le dimanche.

§ 4. Dans tous les cas il est garanti un dimanche non preste par mois sauf pour les sportifs non professionnels et leurs arbitres et accompagnateurs et dans le tourisme non commercial.

§ 5. Les limites fixées dans le présent article pourront être dépassées pour des activités spécifiques dans les entreprises et sous-secteurs avec l'accord de la commission paritaire.

CHAPITRE 5 : COMPENSATIONS

ARTICLE 9

En application de l'article 29 § 4 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, il est convenu que l'employeur peut convertir tout ou partie du sursalaire dû pour le travail supplémentaire en repos compensatoire après concertation avec le travailleur.

Dans le cas où le sursalaire d'une heure supplémentaire est converti entièrement en repos compensatoire,

- toute heure supplémentaire donnant lieu au paiement d'un sursalaire à un taux de 50 % ouvre le droit à un repos d'au moins une demi-heure et

- toute heure prestée un dimanche ou un jour férié donnant lieu au paiement d'un sursalaire à 100% ouvre le droit à un repos d'au moins une heure.

ARTICLE 10

§ 1. Il est accordé aux travailleurs décrits aux articles 3 § 3, 4 et 5 2^{ème} tiret de l'Arrêté royal du 16 juin 1999 relatif à la durée du travail et à l'occupation de travailleurs la nuit, les dimanche et les jours fériés dans le secteur socioculturel, une compensation de 20 % par heure pour le travail preste durant le dimanche, les jours fériés, la nuit ou dans des plages horaires dépassant 9 h./jour ou 40 h./semaine.

Les compensations accordées en vertu des régimes cités ne peuvent être cumulées entre elles.

Pour autant qu'il s'agisse de compenser les heures prestées autorisées dans les cadres dérogatoires sur base des articles 3, 4 et 5 de l'Arrêté royal du 16 juin 1999, ces compensations ne peuvent pas non plus être cumulées avec les compensations accordées pour travail supplémentaire telles que prévues à l'article 9 de cette convention collective de travail.

§ 2. L'employeur peut accorder cette compensation de 20 % soit en repos compensatoire soit en sursalaire après concertation avec le travailleur. Le repos compensatoire accordé sur base des 20 % est considéré comme du temps de travail normal tant pour le calcul de la rémunération que du temps de travail.

§ 3. Les compensations données sous la forme de repos compensatoires sont attribuées dans les 6 mois qui suivent les prestations.

§ 4. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, une convention collective de travail ou le règlement de travail peut prévoir l'octroi d'avantages au moins équivalents dans un système de calcul différent.

§ 5. À titre provisoire et tant que les moyens disponibles dans le secteur sont insuffisants, les parties conviennent que les compensations accordées en vertu de cet article sont plafonnées, par travailleur et par an, à 6 jours ou leur équivalent en sursalaire.

CHAPITRE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11

Les avantages qui auraient été précédemment accordés par et en vertu de conventions collectives de travail sous-sectorielles ou conclues dans les entreprises, du règlement de travail, ou par l'usage, en contrepartie de dérogations similaires ne peuvent pas être cumulés avec les avantages prévus dans la présente convention collective de travail.

Ces règles ne peuvent néanmoins avoir pour effet de restreindre la portée des dispositions accordant des avantages plus importants que ceux qui sont prévus par la présente convention collective de travail.

En cas de désaccord sur l'application du présent article, la partie la plus diligente peut faire appel au bureau de conciliation de la Commission paritaire.

Si aucun accord n'a pas pu y être trouvé, il est laissé 6 mois aux parties pour trouver un accord; durant cette période, les avantages qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail restent d'application tandis que ceux qui sont prévus à l'article 10 de cette convention collective de travail sont suspendus.

ARTICLE 12

Les parties conviennent que cette convention collective de travail sera l'objet d'une évaluation par la Commission paritaire deux ans après son entrée en vigueur.

ARTICLE 13

Cette convention collective de travail entre en vigueur le 3 août 1999.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chaque partie signataire par lettre recommandée au président de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel avec un préavis de 6 mois.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 1999 betreffende de bepaling van de modaliteiten van de arbeidsduur en de tewerkstelling 's nachts en op zon- en feestdagen

HOOFDSTUK 1. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers tewerkgesteld in organisaties die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector nr. 329 met uitzondering van de werknemers wier plaats van tewerkstelling buiten België is gelegen, en van de door de Koning aangewezen werknemers die een leidende functie of een vertrouwenspost bekleden.

Artikel 2. Onder werknemers wordt verstaan mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden.

Artikel 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft onder meer tot doel de toepassingsmodaliteiten vast te leggen van het koninklijk besluit van 16 juni 1999 betreffende de arbeidsduur en de tewerkstelling 's nachts en op zon- en feestdagen van werknemers in de socio-culturele sector.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst bevelen de partijen de werkgevers aan het werk zodanig te organiseren dat een beroep op de afwijkingen bepaald in dit koninklijk besluit maximaal wordt vermeden.

HOOFDSTUK 2. ARBEIDSDUUR

Artikel 4. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt de normale gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van 38 uur, vastgelegd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 31 maart 1999, berekend op basis van de referentieperiode zoals bepaald in artikel 3, §1 van het KB van 16 juni 1999.

Artikel 5. De bepalingen van de §§ 1 en 2 van artikel 3 van het KB van 16 juni 1999 zijn van toepassing op de werknemers bedoeld in art. 2 van dit KB en meer bepaald op de werknemers die volgende activiteiten uitoefenen *voor zover hun werkgever onder het toepassingsgebied van het paritair comité van de socio-culturele sector nr 329 valt:*

- activiteiten van culturele centra;
- activiteiten van radio- en televisieverenigingen;
- audiovisuele productie in de sector volksontwikkeling;
- organisatie van en prestaties inzake kampioenschappen, toernooien, sportdagen en sportpromotiedagen;
- organisatie van spektakels en evenementen en de régie ervan;
- organisatie van en prestaties inzake stages of kampen, al dan niet residentieel voor kinderen, jongeren en volwassenen en in jeugdhuizen;
- organisatie van en prestaties inzake begeleiding, animatie en vorming van kinderen, jongeren en volwassenen, vergaderingen, festivals, tentoonstellingen, publieke manifestaties, inzamelacties, campagnes, colloquia, seminars, al dan niet residentieel;
- animatie, onthaal en omkadering in de deelsector van het niet-commerciële toerisme en overnachtingcentra voor jongeren;
- taken i. v. m. de mobiele uitlending en informatica van mediatheken, bibliotheken en ludotheken;
- onthaal, bewaking, omkadering, onderhoud en reiniging en controle van de veiligheid in de sportinstellingen en sportcentra.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

03 -11- 1999

13 -12- 2000

N°

55.991/6/329

HOOFDSTUK 3. NACHTARBEID

Artikel 6. De bepaling van artikel 4 van het KB van 16 juni 1999 is van toepassing op de activiteiten bedoeld in art. 2 van dit KB en meer bepaald op de activiteiten van volgende werknemers: *voor zover uitgeverijen* *de socio-culturele sector m. 323* *hoofdstuk*

- personeel van de culturele centra;
- personeel van niet-commerciële radio- en televisieverenigingen;
- personeel van sportinstellingen en sportcentra;
- personeel dat activiteiten verricht inzake organisatie en begeleiding van socio-culturele activiteiten met overmaching of begeleiding van jeugd of in jeugdhuizen;
- personeel met volgende opdrachten:
 - *organisatie van spektakels en de régie ervan;
 - *organisatie van en prestaties inzake animatie en vorming van kinderen, jongeren en volwassenen, vergaderingen, festivals, tentoonstellingen, uitzonderlijke publieke manifestaties;
 - *animatie, onthaal en begeleiding van personen in de deelsector van het niet-commerciële toerisme en in overnachtingcentra voor jongeren;
 - *taken inzake de uitlening en informatica van mediatheken, bibliotheken en ludotheken.

HOOFDSTUK 4 ARBEID OP ZON- EN FEESTDAGEN

Artikel 7. De bepaling van artikel 5 van het KB van 16 juni 1999 is van toepassing op de werknemers bedoeld in art. 2 van dit KB en meer bepaald op de werknemers die volgende activiteiten uitoefenen: *voor zover in* *uitgevoerd onder het toepassingsgebied van het Vlaamse Comité voor de socio-culturele sector m. 323* *hoofdstuk*

- activiteiten in culturele centra;
- activiteiten van radio- en televisieverenigingen;
- audiovisuele productie in de sector volksontwikkeling;
- organisatie van en prestaties inzake kampioenschappen, toernooien, sportdagen en sportpromotiedagen;
- organisatie van spektakels en evenementen en de régie ervan;
- organisatie van en prestaties inzake stages en kampen, al dan niet residentieel, voor kinderen, jongeren en volwassenen en in jeugdhuizen;
- organisatie van en prestaties inzake begeleiding, animatie en vorming van kinderen, jongeren en volwassenen, vergaderingen, festivals, tentoonstellingen, publieke manifestaties, inzamelacties, campagnes, colloquia, seminaries, al dan niet residentieel;
- animatie, onthaal en omkadering in de deelsector van het niet-commerciële toerisme en in overnachtingcentra voor jongeren;
- taken i.v.m. de mobiele uitlening en informatica van mediatheken, bibliotheken en ludotheken;
- onthaal, bewaking, omkadering, onderhoud en reiniging en contrôle van de veiligheid in de sportinstellingen en sportcentra.

Artikel 8. § 1. Het aantal zondagen waarop een werknemer tijdens het burgerlijk jaar arbeid kan verrichten, mag tien niet overschrijden.

§2. Dit aantal zondagen wordt op 13 gebracht voor de «verenigingen voor volksontwikkeling» erkend bij decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 19 april 1995.

§3. Dit aantal zondagen wordt op 26 gebracht voor de volgende activiteiten of subsectoren:

- vorming van kaderleden en "vormingsinstellingen";
- culturele centra;
- activiteiten verbonden aan de productie en distributie van de actualiteitsberichtgeving via niet-commerciële radio en televisie;
- sportcentra en -clubs;
- niet-commerciële toeristische organisaties die gewoonlijk publiek ontvangen op zondag;
- jeugdcentra en -huizen en jeugdorganisaties die gewoonlijk publiek ontvangen op zondag.

§ 4. In ieder geval wordt één vrije zondag per maand gegarandeerd behoudens voor de niet-professionele sportbeoefenaars, hun scheidsrechters en hun begeleiders en in de deelsector van het niet-commerciële toerisme.

§ 5. De grenzen bepaald in dit artikel kunnen overschreden worden voor specifieke activiteiten bepaald per organisatie of subsector mits het akkoord van het paritair comité.

HOOFDSTUK 5 COMPENSATIES

Artikel 9. Als toepassing van artikel 29. §4 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt bepaald dat de werkgever, na overleg met de werknemer, de toeslag verschuldigd in geval van overwerk, geheel of gedeeltelijk kan omzetten in inhaalrust.

Ingeval de toeslag voor overwerk volledig wordt omgezet in inhaalrust,

- geeft elk uur overwerk dat vergoed wordt met een toeslag van 50%, recht op ten minste 1/2 uur inhaalrust;
- geeft elk uur overwerk op een zon- of feestdag, dat vergoed wordt met een toeslag van 100%, recht op ten minste 1 uur inhaalrust.

Artikel 10. §1. Aan de werknemers, bedoeld in artikel 3 §3, artikel 4 en artikel 5, 2^{de} gedachtestreepje van het KB van 16 juni 1999, wordt voor nachtarbeid, arbeid op zon- en feestdagen en arbeid gepresteerd boven 9 uur per dag of 40 uur per week een compensatie toegekend van 20% per uur.

De compensaties, toegekend op basis van deze afwijkingen, kunnen onderling niet worden gecumuleerd.

Voor zover de te compenseren uren worden gepresteerd binnen de afwijkingen toegestaan op grond van de artikelen 3, 4 en 5 van het KB van 16 juni 1999, wordt deze compensatie evenmingecumuleerd met de compensatie voor overwerk, zoals bepaald in artikel 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. De werkgever kan, na overleg met de werknemer, de compensatie van 20% toekennen in de vorm van een toeslag of van inhaalrust. De inhaalrust toegekend op basis van deze 20% wordt beschouwd als arbeidstijd zowel voor de berekening van de arbeidstijd als voor de verloning.

§3. De compensatie in de vorm van inhaalrust wordt ten laatste opgenomen binnen zes maanden na het leveren van de te compenseren prestatie.

§4. Zonder afbreuk te doen aan wat is bepaald in artikel 11, kan een collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement andere maar minstens gelijkwaardige compensaties vastleggen volgens een ander systeem van berekening.

§5. Ten voorlopige titel en zolang er onvoldoende middelen in de sector voorhanden zijn, zijn de compensaties toegekend op grond van dit artikel, per werknemer en per jaar, beperkt tot maximum zes dagen of hun equivalent in toeslagen.

HOOFDSTUK 6 INWERKINGTREDING EN DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 11. De voordelen die al zijn toegekend op grond van collectieve arbeidsovereenkomsten op subsectoraal of ondernemingsniveau, van het arbeidsreglement of van het gebruik, als tegenprestatie voor gelijkaardige afwijkingen, kunnen niet worden gecumuleerd met de voordelen bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze bepalingen mogen evenwel niet tot gevolg hebben dat reeds toegekende voordelen die gunstiger zijn dan deze bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden beperkt.

64

In geval van betwisting i.v.m. de toepassing van dit artikel, kan de meest gerede partij een beroep doen op het verzoeningsbureau van het Paritair Comité. Indien hier geen akkoord wordt bereikt, krijgen de partijen zes maanden om een akkoord te sluiten; tijdens deze periode blijven de voordelen gelden die van kracht waren op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, terwijl de compensaties, bepaald in artikel 10, opgeschort worden.

Artikel 12. De partijen komen overeen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst het voorwerp uitmaakt van een evaluatie van het Paritair Comité na een periode van 2 jaar na de inwerkingtreding ervan.

Artikel 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 3 augustus 1999. Zij is gesloten voor onbepaalde duuren kan worden opgezegd door elk van de partijen met betekening van een opzeggingstermijn van zes maanden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector.